

L'AGEFI

La libéralisation manquante

PROGRESS FOUNDATION. *La monnaie reste le fait des Etats. Avec des conséquences tangibles et adverses sur la stabilité de l'économie.*

Pierre Bessard – 10/30/2012

La désétatisation de la monnaie: voilà une idée libérale qui semble bien utopique. Et pourtant la situation actuelle de l'endettement, facilitée par les banques centrales, appelle à réfléchir à des issues qui, dans une perspective historique et théorique, n'ont rien de si exotiques. C'est sur la nécessité de renforcer la conscience sur cette question que s'est penchée la Progress Foundation, dont le programme est concocté par Gerhard Schwarz, directeur d'Avenir Suisse et figure du libéralisme suisse, hier à Zurich. En effet, la politique monétaire se distingue aujourd'hui de moins en moins de la politique budgétaire, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis. Seule la planche à billets peut maintenir à flot les gouvernements. Pour Guido Hülsmann, professeur à l'Université d'Angers et chercheur senior au Ludwig von Mises Institute, le risqué d'une poussée inflationniste se situe à 100%. Une déflation, en revanche, ne pourrait intervenir qu'avec la faillite des banques commerciales. Or les banques centrales sont là pour l'empêcher. Tant Mario Draghi que Ben Bernanke ont promis de faire usage de leurs pouvoirs discrétionnaires.

Pourtant, les banques centrales n'amènent aucun avantage économique à proprement parler, observe Guido Hülsmann. Le monopole de l'Etat est objectivement inutile, mais il comporte de nombreux «pièges de rationalité» et donc d'agents qui en bénéficient (dont l'Etat qui peut se financer sans s'embarrasser d'un assentiment démocratique, comme ce serait le cas avec des hausses d'impôts). Dans l'ensemble, le système de monnaie papier produit, dans le meilleur des cas, un jeu à somme nulle entre l'Etat et le reste de l'économie, mais le plus souvent un jeu à somme négative, du fait des ressources consommées et des effets secondaires, comme la perte de pouvoir d'achat et la diminution de l'épargne. De même, la stimulation de la demande est tout au plus une légende, note Guido Hülsmann. Il n'existe pas de preuve empirique que la multiplication étatique de monnaie comporte un quelconque avantage. «Une politique monétaire expansive n'admet aucune conclusion générale à propos de ses effets sur l'emploi et la croissance», souligne l'économiste. Il est illustratif que les milliards d'euros et de dollars qui ont été

déversés ces dernières années dans l'économie n'ont pas eu d'impact concluant. L'obstacle n'est donc pas tant technique qu'idéologique: aussi longtemps que les illusions à propos des bienfaits des banques centrales perdureront, il sera difficile de faire avancer le débat à un niveau dépassant le cadre théorique.

«Le dogme de la banque centrale n'est pas suffisamment remis en question», déplore également Gerald O'Driscoll, chercheur senior au Cato Institute de Washington et ancien vice-président de la Réserve fédérale de Dallas. Pourtant, la recherche montre que la performance du monopole est inférieure à celle d'un système de concurrence, qui prévalait notamment au dix-neuvième siècle. Là aussi, les crises étaient provoquées par les restrictions imposées sur la manière d'opérer des banques, et non par la liberté. En Grande-Bretagne, la première banque centrale était destinée à financer les dettes publiques du roi, que celui-ci n'était évidemment pas en mesure de rembourser. Le pays n'a cependant connu la prospérité qu'avec la libéralisation des échanges et l'institution de l'étalon-or. «La banque centrale n'a joué aucun rôle dans l'accroissement extraordinaire des niveaux de vie en Occident», relève Gerald O'Driscoll. Le laisser-faire fonctionnait mieux que le système actuel et s'il n'avait pas été remplacé, il est probable qu'il se serait perfectionné. La désétatisation de la monnaie, que Friedrich Hayek avait proposé dans les années 1970, à une époque de forte inflation, ne semble pas encore à portée de main. Cette idée inspire cependant une vague de travaux scientifiques, qui permettent aujourd'hui d'identifier le socialisme monétaire comme véritable source de crises et de déficiences de notre système économique.